

M. WINCH: Y a-t-il quelque chose à ajouter sur ce sujet? Je crois que nous en avons déjà parlé longuement. Je ne suis pas trop heureux du rapport que l'on nous a fait à ce sujet.

M. HENDERSON: Pourquoi n'êtes-vous pas heureux? Nous n'avons pas épargné autant d'argent que vous l'auriez espéré, mais nous avons épargné \$34,000.

M. WINCH: Nous pensions que ce montant serait un peu plus élevé et, si je ne me souviens bien, nous étions fort intéressés à savoir si cette Corporation pourrait être administrée d'une façon différente. Vous avez dit que vous ne saviez pas si le gouvernement avait songé à cette question de politique administrative, à savoir si les surplus de biens de la Couronne ne pourraient pas être administrés d'une manière plus efficace.

M. HENDERSON: Ce point concerne la politique du gouvernement. Si vous désirez pousser l'affaire plus loin, vous pourrez soulever la question quand les représentants du ministère de la Production de défense viendront témoigner et leur demander alors des explications au sujet des surplus de drap. J'en ai discuté d'une façon non officielle avec les conseillers en administration et avec les fonctionnaires de la Corporation au cours de ces réunions. Mais, vu que le ministère voit là une question de politique administrative, ils n'avaient évidemment aucune déclaration officielle à faire.

Le PRÉSIDENT: En résumé, l'annexe B donne un exposé détaillé des faits. On avait prévu des économies de \$80,000, tandis que, de fait, nous n'avons économisé que \$33,950. Est-ce exact?

M. HENDERSON: C'est le résultat. Il a été nécessaire d'étudier les 57 recommandations qui ont été faites dans le rapport examiné par le Comité. J'ai discuté ces points avec les conseillers en administration et avec la Corporation. La dernière réunion a eu lieu le 24 novembre comme je l'ai mentionné. Nous en sommes arrivés à la conclusion que, parmi les 57 recommandations, il y en avait 10 qui n'étaient pas conformes aux méthodes de la Corporation. Elles n'étaient pas pratiques. En conséquence, les économies ont été réduites de \$80,000 au montant révisé que la maison Price Waterhouse avait mentionné dans la liste annexée à son rapport.

Je dois ajouter que, dans son entente avec la Corporation de disposition des biens de la Couronne, la Price Waterhouse n'avait pas eu la chance de rédiger son rapport sous une forme définitive après en avoir assemblé les différents éléments. Je crois que la chose a été mentionnée dans la lettre du 20 décembre. Cela est attribuable à la maladie de M. Richard. Comme certains députés le savent, M. Richard a été malade en décembre 1959 et en janvier 1960. Afin d'être aussi pratique que possible, la compagnie a donc décidé de rédiger le rapport sans qu'aient eu lieu toutes les discussions que les responsables auraient aimé avoir avec les directeurs. Ils étaient donc dans une situation désavantageuse pour appuyer leurs déclarations. Dans ce genre de travail, il est d'usage de vérifier les recommandations avec les directeurs avant de présenter le rapport.

M. WINCH: J'aimerais que l'auditeur général continue à surveiller cette affaire de près. Je ne suis pas très heureux de la façon dont cette société de la Couronne est exploitée.

Le PRÉSIDENT: Est-ce qu'un montant supplémentaire a été versé à la Price Waterhouse pour les autres consultations qui ont eu lieu après la soumission de son rapport?

M. HENDERSON: En autant que je sache, la Price Waterhouse a consacré beaucoup de temps à étudier cette question et à en discuter avec moi, en raison de la recommandation du Comité. Mais je ne crois pas qu'elle se propose de présenter une autre facture à la Corporation.

M. MCGEE: Je me demande quel a été le résultat final. L'économie de \$34,000 représente une économie annuelle, n'est-ce pas?